



FUSION DGFIP - URSSAF : LA MACRONIE EN A RÊVÉ, LE RN VEUT LE FAIRE

Depuis 2021, on est entré dans le DUR : Déclaration Unique de Revenus !

Appelée aussi déclaration sociale et fiscale unique (DSFU), cette réforme de l'assiette sociale permet de ne faire qu'une déclaration commune aux impôts et à l'URSSAF.

Cette idée de rapprocher nos deux administrations (URSSAF et DGFIP) avait éclos dans la tête d'Edouard Philippe à la fin de l'année 2018 alors qu'il était premier ministre mais le « rapport Gardette », rédigé par l'administrateur général des finances publiques de l'époque Alexandre Gardette, écartait l'idée d'une fusion organique unique entre la DGFIP (finances publiques), les Douanes (DGDDI) et l'Acoss/Urssaf (sécurité sociale) en raison de procédures trop différentes.

La CGT quant à elle dénonçait alors « une remise en cause de l'autonomie de la sécurité sociale ».

Le Rassemblement National présentait à la presse le 6 octobre 2026 un contre-budget fait au doigt mouillé dans l'éventualité d'une accession au pouvoir en 2027 ! Sans surprise, et de l'avis de nombreux experts en économie, des chiffres étaient sortis du chapeau pour frapper encore et toujours sur les mêmes : les étrangers, l'Union européenne et la fonction publique.

Noyée parmi la multitude de propositions plus ou moins ubuesques, une petite ligne en bas d'un tableau transmis à la presse indiquait « **Fusion DGFIP URSSAF, mutualiser les achats de la CNSA et autres mesures de modernisation dont IA** ». Selon les calculs du parti d'extrême droite, cette mesure permettrait d'économiser 1,72 milliard d'euros dès 2030 du côté des dépenses de la sécurité sociale.

Pour la CGT Finances publiques, cette fusion entraînerait non seulement la fin de l'autonomie de la sécurité sociale, des suppressions d'emplois dans une DGFIP déjà à l'os, mais engendrait aussi des problèmes financiers, informatiques et organisationnels, qui ont déjà fait reculer par deux fois la macronie.

Si vous en doutiez encore, le rassemblement national aime autant les fonctionnaires que les étrangers ! Ses responsables s'improvisent comptables publics pour servir leurs intérêts et celui du grand capital en prévoyant de finir de liquider les fonctionnaires et leur statut ainsi que le peu de services publics que les dix années de règne de Macron et ses gouvernements auront épargnés.

La CGT Finances publiques continuera activement de combattre l'extrême droite et ses idées fétides. Elle continuera de se battre pour des services des finances publiques de pleine compétence, au plus près des citoyens avec des moyens humains conséquents.

